



**Le Syndicat.
Die Gewerkschaft.
Il Sindacato.**

Discours du 1er mai 2026 à Delémont
Silvia Locatelli, membre du comité directeur du syndicat Unia

Contre les attaques de toutes parts : unité et détermination !

(Le texte prononcé fait foi.)

Camarades,

L'heure est grave. Pas besoin que je vienne le dire là devant vous pour que vous en ayez conscience.

La situation du monde est complexe, et les conflits générés par des oligarques et régimes autoritaires assoiffés de pouvoir font beaucoup de victimes directes et indirectes. Des populations qui, à travers le monde, n'ont rien demandé et se retrouvent piégées par ces conflits ou en paient les conséquences.

Évidemment, en ce 1^{er} mai 2026, il s'agit à nouveau d'exprimer notre solidarité avec ces populations qui vivent ces guerres, qu'elles soient médiatisées ou moins mises en lumière.

Si évidemment l'impact sur ce que nous vivons ici n'a rien de comparable avec ces horreurs, il s'agit de rappeler que celles-ci ne sont pas sans conséquence pour nous.

La situation géopolitique nous plonge ainsi dans une période d'instabilité qui ici se traduit également sur le plan économique. A celle-ci s'ajoutent les mesures protectionnistes des Etats-Unis qui impactent nos emplois.

Ces éléments réels servent malheureusement trop souvent le discours patronal qui s'appuie sur les circonstances pour réclamer des mesures de « flexibilisation », entendez par là de dérégulation, quand la première action n'est pas de biffer des emplois quitte à en recréer par la suite.

Cette région, à l'instar de l'Arc jurassien tout entier, le sait bien. Fortement industrielle, elle subit ces mesures de plein fouet à cause de visions néo-libérales et court-termistes.

Mais il y a aussi d'autres attaques plus insidieuses. La première d'entre elles est celle de l'initiative dite « pas de Suisse à 10 millions » et que nous avons renommée initiative du chaos.

Camarades, cette initiative du chaos soumise à votation le 14 juin prochain est non seulement dangereuse, elle est néfaste.

Elle est non seulement une atteinte et une injure aux migrantes et aux migrants qui ont bâti et continuent de bâtir la Suisse et sa prospérité, mais c'est aussi une attaque en règle contre nous toutes et nous tous.

L'initiative du chaos, c'est une volonté dissimulée d'affaiblir les droits des travailleurs et travailleuses et des rentières et rentiers. Car quoi qu'on pense de l'Europe, je l'affirme ici : la fin des accords bilatéraux, c'est la fin des mesures d'accompagnement et des règles protectrices de nos droits. La fin des mesures d'accompagnement, camarades, c'est la fin des contrôles obligatoires des conditions de travail.

Ces contrôles nous permettent aujourd'hui de mettre le doigt sur des situations de violations crasses des droits des travailleuses et travailleurs. Cela nous permet aussi d'agir contre la sous-enchère salariale.

Cette initiative, c'est donc une porte ouverte à la dérégulation, à l'absence de contrôles et au dumping.

Est-ce qu'elle apportera plus de places de travail ?

Assurément non, et surtout lorsqu'une industrie comme la nôtre est aussi dépendante du marché européen et mondial.

Est-ce qu'elle vise réellement à réduire le nombre de travailleurs et travailleuses migrantes ? Eh bien figurez-vous que non car les initiants le savent : notre pays ne peut pas fonctionner sans la migration. C'est bien pour cela que le texte vise les migrantes et migrants qui résident en Suisse, celles et ceux qui ont un permis de séjour de plus de 12 mois. En réalité, le projet proposé par l'UDC, c'est d'avoir à disposition une main d'œuvre étrangère sans droits ou avec le moins de droits possibles, avec des statuts précaires et avec la fin des mesures d'accompagnement en prime. Vous avez là un combo explosif. On en revient au temps des saisonniers et du Far West des conditions de travail.

Concrètement, on va pousser les gens soit à venir en mission pour des permis de courte durée sans pouvoir se projeter en Suisse ou y avoir une vie de famille - celles et ceux qui ont vécu ici le temps de saisonniers savent de quoi je parle -, soit pousser les gens à s'établir juste de l'autre côté de la frontière et devenir frontaliers.

Camarades, cette initiative vise une Suisse dans laquelle nous ne voulons pas vivre. Cette initiative, c'est le chaos assuré, et nous devons la combattre de toutes nos forces, et je vous le dis : ça ne sera pas simple, il faut donc une mobilisation maximale.

Mais cette attaque n'est pas la seule. Nous avons ainsi au moins trois projets supplémentaires sur lesquels le parlement travaille et qui visent à réduire les droits des travailleuses et travailleurs. Il veut affaiblir les salaires minimums cantonaux et leur caractère social et bénéfique pour les très bas revenus. Il veut ouvrir les magasins 12 dimanches par an et ce malgré toutes les votations populaires qui ont affirmé que ce n'était pas un projet de société souhaité. Il veut enfin affaiblir la loi sur le travail avec une prétendue modification pour le télétravail ; en réalité, il s'agit d'une réduction des périodes de repos et un allongement de la mise à disposition non pas pour les personnes qui télétravaillent mais aussi pour toute personne bénéficiant de l'horaire libre ou en partie librement planifié. Oui, nous devons nous battre sur tous les fronts et rester déterminés.

A ces projets funestes, nous les syndicats et les forces progressistes de gauche opposons une autre voie.

Notre voie n'est pas celle de l'exclusion. Notre voie, ce n'est pas celle de la pression sur les travailleuses et travailleurs. Notre voie, ce n'est pas celle de se battre les uns contre les autres, mais au contraire ensemble pour améliorer les conditions de vie de la population. Cela passe inévitablement par le fait d'avoir un revenu ou une rente suffisante pour vivre.

Avec la 13ème rente AVS, nous avons fait un premier pas significatif.

Mais la question salariale reste un problème.

Les salaires réels stagnent, alors que, malgré les crises, les résultats des entreprises restent particulièrement élevés.

Dans le canton du Jura, la chose est bien connue avec les salaires minimums dans l'industrie notamment qui sont nettement en deçà de ce qu'ils devraient être. Pire, nous devons faire face à des entreprises non conventionnées qui jouent clairement le jeu de la sous-enchère répétée.

Nous le savons, le patronat le sait et les autorités le savent aussi !

Nous en appelons donc à leur responsabilité pour régler la situation. Les travailleurs et les travailleuses jurassiennes ne peuvent pas être la variable d'ajustement précarisée qui sert l'industrie du luxe !

Dans ce sens, et malgré les attaques fédérales précitées, l'initiative jurassienne pour un salaire minimum absolu et digne corrélé à l'inflation est une mesure nécessaire et importante. Mais cela ne dédouane pas les autorités de leur responsabilité : elles doivent prendre en main la situation et agir contre le dumping avec les outils à leur disposition. Elles doivent le faire maintenant !

Camarades, vous le voyez, j'ai dépeint un tableau sombre, mais un tableau qui peut changer de couleur pour autant que nous le voulions, que nous nous battions et que nous soyons déterminés. Nous sommes la majorité, et ensemble nous pouvons tout, car lorsque nous sommes unis, nous pouvons soulever des montagnes.

Camarades, je vous appelle solennellement à la mobilisation collective : *Uniti siamo forti* !